

Concertation PAV - Pointe Nord

Bureaux et fonction publique

Discussion thématique - Mardi 5 octobre 2021



Questions centrales:

- Pourquoi le canton porte-t-il le projet de construction et rénovation de bureaux pour la fonction publique sur l'ancien site Firmenich?
- Quelle est la nécessité de construire de nouveaux bureaux pour la fonction publique ?
- Quelles améliorations à attendre pour les employés de la fonction publique?
- Est-ce que le public bénéficiera aussi directement ou indirectement de ce projet?

Intervenant.e.s

Catherine Bonnet, architecte et anthropologue spécialisée dans le design d'espaces de travail

Luc Broch, Major et chef de la police de proximité de l'Etat de Genève

Eric Favre, Directeur général de l'office cantonal des systèmes d'informations et du numérique (OCSIN)

Carole Gueorguiev, Directrice générale de l'office cantonal des bâtiments (OCBA)

John Lateo, responsable de la division immobilier au sein de la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG)

Jean-Jacques Gerster, directeur de la Direction du Support et de la Logistique (DSL) de la Police

Modérateur

Matias Echanove, urbaniste et co-fondateur du bureau urbz

Un nouveau pôle administratif pour la fonction publique

Le projet de création d'un nouveau pôle administratif de la fonction publique naît en 2017 lorsque la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) achète une importante parcelle appartenant à l'entreprise Firmenich, spécialisée dans l'industrie des parfums et arômes, qui quitte ce site pour concentrer toutes ses activités dans la zone industrielle de Meyrin et Satigny, abrégée Zimeysa. La parcelle a une superficie de 18 925 m² et abrite divers bâtiments industriels dont l'emblématique tour Firmenich. Une convention est alors signée entre la CPEG et l'Etat de Genève, qui prévoit la mise à disposition de l'espace pour des équipements publics de l'Etat dans l'esprit d'un partenariat public-public. Ce partenariat répond aux besoins de bureaux sur le long terme de l'Etat de bureaux et d'investissement stable de la CPEG.

Actuellement, une première phase est en cours de réalisation, l'ancienne tour Firmenich ainsi que d'autres bâtiments sont rénovés. Cette **phase 1** se terminera en 2023 avec l'emménagement de trois services de l'Etat dans la tour et les bâtiments connexes. Les services relogés lors de cette phase occupent pour l'instant exclusivement des locaux loués par l'Etat de Genève.

Une **phase 2**, sur laquelle porte entre autres la concertation PAV - Pointe Nord, prévoit la construction de deux tours supplémentaires de la fonction publique. La temporalité de cette deuxième phase est plus longue, avec un PLQ adopté pour la fin de l'année 2023 - dans le cas de son acceptation rapide - puis un concours ou un mandat d'études parallèles (MEP) organisé par la CPEG et ensuite le démarrage des travaux des bâtiments à l'horizon 2027-2028.

Le projet en est au stade de l'image directrice, élaborée à l'issue du MEP. La plus grande tour prévue lors de cette phase 2 sera une des plus hautes de Genève, culminant à env. 110 mètres d'altitude. Cette tour accueillera environ 1700 employé.e.s de la fonction publique et plus de 1000 visiteurs par jour. Elle sera, selon John Lateo, Carole Gueorguiev et Eric Favre, le symbole du dynamisme et du renouveau de la fonction publique et permettra de répondre plus efficacement aux besoins de la population, notamment d'accueillir le public dans des espaces modernes et dédiés. Avec l'agrandissement de l'hôtel de police, la rénovation de l'ancienne tour Firmenich et la construction de deux tours supplémentaires, la Pointe Nord devrait accueillir environ 3000 employé.e.s de la fonction publique chaque jour.

Catherine Bonnet, qui a travaillé plus en détail sur le programme des nouvelles constructions pour l'administration, en explique les aspects les plus innovants:

-
- Un socle ouvert au public, avec un café et un restaurant-cafétéria ainsi que divers espaces d'accueil dédiés aux citoyen.n.e.s.
 - Le socle du bâtiment s'ouvre sur une place centrale qui articule logements et bâtiments existants
 - Au sein des offices, une nouvelle manière de travailler: postes de travail par activités (groupes en présentiel, hybrides, travail individuel etc.) et non plus postes individuels attribués
 - Regrouper différents offices et services de la fonction publique à un endroit permet plus de transversalité et de mutualisation de certains espaces

Thématiques de discussion

Sécurité - quelles précautions?

Eric Favre précise que le futur pôle administratif, dans lequel l'OCSIN devrait emménager, sera un lieu de transversalité et de collaboration, mais qu'il est aussi l'objet de réflexions d'un point de vue sécuritaire. En effet, accueillant d'une part l'Hôtel de Police et d'autre part, dans les futurs bâtiments, les services informatiques de l'Etat, le site Pointe Nord sera un centre névralgique majeur de la fonction publique. Des dispositifs seront mis en place pour le sécuriser tout en gardant au maximum un caractère ouvert et accueillant.

D'un point de vue technique, le bâtiment répondra aux normes les plus strictes en termes de sécurité incendie et autres enjeux concernant la sécurité du personnel et des autres usagers et usagères, conclut Carole Gueorguiev .

Travailler autrement - smart office, bien-être et télétravail

Les intervenant.e.s partagent la réflexion selon laquelle quand bien même la fonction publique doit amorcer une transformation de son mode de travail au quotidien, les nouveaux locaux de la Pointe Nord permettront d'accélérer ce changement. Les locaux neufs et innovateurs dans leur aménagement et leur équipement technologique permettront d'utiliser l'espace autrement et de collaborer de manière plus agréable et efficace en comparaison des anciens bureaux. Cette transformation de l'environnement de travail est accompagnée par une politique des ressources humaines (RH) en transition (voir [Travailler autrement](#), la nouvelle stratégie RH du Canton de Genève).

L'étude sur l'occupation des espaces réalisée par Catherine Bonnet auprès de divers offices avant le covid-19 montrait que les postes de travail individualisés étaient utilisés dans certains services en moyenne 50% du temps de travail. Ce taux d'occupation a été encore revu à la baisse depuis la pandémie et l'augmentation du télétravail qui en a découlé. Un grand défi est donc de transformer le mode de travail en passant du poste de travail fixe au **smart office**, et en particulier à un mode de travail privilégiant le choix des espaces de travail selon les activités. En effet, les besoins en espace ne sont pas les mêmes si l'on travaille seul ou à plusieurs, si la tâche est administrative ou créative, si la séance est en présentiel ou hybride. L'idée est donc que les employé.e.s puissent changer d'espace de travail selon leurs besoins. En mai 2022, l'OCSIN inaugurera un étage réaménagé en smart office, ce qui sera l'occasion pour ses quelque 700 fonctionnaires de découvrir et/ou tester cette nouvelle manière de travailler.

Une des autres caractéristiques proposés par l'étude de Catherine Bonnet est l'évolutivité: personne ne sait comment nous travaillerons en 2030 ou 2050. Le tout est d'essayer d'anticiper au maximum et de créer des espaces qui puissent être facilement adaptés aux besoins changeants des employé.e.s de la fonction publique.

Pôle administratif et lien au public

Selon Carole Gueorguiev, le pôle administratif de l'Etat de Genève à la Pointe Nord permettra de créer un nouveau lien, plus fort, avec le public. Ces liens se feront par le socle des bâtiments, véritable poumons des tours, qui se veulent le plus "poreux", transparents et ouverts possibles.

Mobilité et fonction publique

Avec une telle densité d'activité sur le site, la question de la mobilité et en particulier de la mobilité douce s'est posée lors de la discussion. Au niveau du programme, des espaces de parking vélos, de stockage de matériel (casques etc.) et des lieux permettant de se doucher et de se changer sont prévus sur place. Au niveau des parkings voitures, Carole Gueorguiev présente l'idée innovante du pôle administratif: une flotte de véhicules publics permettant aux employés de venir en transport public ou à vélo et d'emprunter un véhicule motorisé si besoin pour les déplacements professionnels. L'objectif est de réduire un maximum les places de stationnement pour véhicules privés. Aucune place de stationnement n'est prévue pour les véhicules privés des collaborateurs.

Quelles autres activités sur le site?

Le public souligne qu'il est important que le pôle administratif soit complété d'autres activités diurnes et de soirée: poste, crèche, commerces, cafés, bars et restaurants doivent faire vivre les lieux.

Le Major Luc Broch affirme qu'une force du site actuel est la cohabitation entre les différentes activités, entre autres l'hôtel de police et les activités culturelles plus actives en soirée et pendant le week-end. John Lateo quant à lui souligne que le site s'ouvrira graduellement au public en tenant compte des questions de sécurité. Toute activité complémentaire est possible tant qu'elles permettent une cohabitation.

L'occupation des espaces autour des tours (sheds et maisonnettes) dépend de la volonté publique et des associations porteuses de projets qui pourraient s'y intégrer. Il est intéressant d'observer qu'un autre acteur important du site produira des nuisances sonores importantes: il s'agit selon le Major Luc Broch de la police et des sirènes de ses véhicules d'intervention. Tout comme la Gravière, la Police est néanmoins prête à s'adapter aux futurs logements construits sous ses fenêtres.

Un membre du public met en garde par rapport à la densité des usages prévus sur le site. Il n'y a selon lui pas assez d'espaces publics pour 3000 employé.e.s de la fonction publique, 250 logements, les milliers de visiteurs prévus et les activités culturelles du lieu.